

La politique US en Ukraine va-t-elle entraîner une nouvelle Guerre froide ?

par Alexandre Latsa

Juste avant la dissolution de l'Union soviétique, les États-Unis s'engagèrent à ne pas admettre d'ex-États soviétiques au sein de l'Alliance. C'est pourtant l'inverse qu'ils firent à partir de 2004. Alexandre Latsa revient sur cette histoire, sur la continuité des pratiques US depuis onze ans et sur le caractère désormais inévitable d'une nouvelle Guerre froide.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | ROME (ITALIE) | 3 FÉVRIER 2015



Au cœur du glacial hiver russe de l'année 1990, le très républicain et très texan secrétaire d'État US James Baker a fait à Moscou une bien étonnante promesse.

Présent au Kremlin, il a juré la main sur le cœur pendant une discussion avec Mikhaïl Gorbatchev, que l'Alliance militaire occidentale ne s'étendrait pas vers l'est si Moscou acceptait que l'Allemagne réunifiée intègre l'Otan.

Plus largement, cela voulait dire que les « Occidentaux » ne

chercheraient pas à profiter de la dissolution du pacte de Varsovie, et du retrait des troupes soviétiques d'Europe centrale. Ceci fut confirmé par le ministre des Affaires étrangères allemand qui s'adressait à son homologue soviétique, Edouard Chevardnadze.

Plus tard c'est Bill Clinton lui-même qui raconta dans un ouvrage qu'il avait écrit qu'en 1997, Boris Eltsine lui avait demandé de limiter une éventuelle extension de l'Otan aux anciens membres du pacte de Varsovie mais d'en exclure les États de l'ex-Union Soviétique, comme les pays Baltes et l'Ukraine.

Alors que la nouvelle Russie était promise à l'effondrement, le sursaut russe avant le chaos s'est traduit par l'élection d'un inconnu : Vladimir Poutine. Pendant les 15 années suivantes, (de 2000 à nos jours) il s'est attaché à rétablir non seulement l'ordre et la stabilité intérieure mais aussi à préserver autant que possible la complexe relation qui existe entre Moscou et ses marches depuis l'effondrement de l'Union Soviétique.

Étrange naïveté postsoviétique, les Russes en général sont restés longtemps médusés en constatant que les élites états-uniennes ne tenaient absolument pas leur parole, et que la promesse : « L'OTAN ne s'étendra pas à l'Est », qui résonnait encore à leurs oreilles, n'avait aucune valeur. Bien au contraire, la pression US n'a fait que s'accroître.

Il y a eu tout d'abord le bombardement de l'allié serbe en 1999 et l'adhésion à l'Otan des Polonais, des Tchèques et des Hongrois la même année. Puis la création d'une force de réaction rapide à Prague en 2002, suivie en 2004 d'une vague d'extension de l'Otan à 7 états supplémentaires : l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, amenant ainsi l'Otan aux frontières russes.

N'oublions pas la mise en place qui se poursuit en Pologne, de missiles états-uniens soit disant installés là pour intercepter des missiles intercontinentaux qui pourraient être lancés par l'« Axe du Mal » (Iran — Corée du Nord).

Dans le même temps, d'étranges révolutions démocratiques managées par des ONG US se sont produites sur les marches

russe, en Ukraine et en Géorgie. Dans le cas de la Géorgie, la situation a débouché sur des opérations militaires. La Russie et l'Ouest se sont affrontés dans une guerre indirecte et asymétrique, par l'intermédiaire d'un État fusible interposé.

En 2009 c'est la France, via Nicolas Sarkozy qui opère son retour dans le commandement intégré de l'Otan, fermant ainsi la fenêtre historique qui avait été ouverte en 1966 par le Général De Gaulle et achevant ainsi la mainmise de l'Alliance sur l'Europe.

L'emprise de l'Otan s'est en effet fortement accentuée sur l'Europe, il faudrait être sourd et aveugle pour ne pas en être conscient. Les États-Unis plus uni-latéralistes que jamais, les décisions de l'Union Européenne sont de plus en plus alignées sur les décisions de Washington, c'est ce que constatent et ressentent les élites russes, pour qui la Russie est progressivement cernée par des pays qui abritent des bases de l'Otan.

La politique extérieure de la Russie s'attache pour sa part à faire émerger un monde multipolaire. Dans ce contexte, les événements qui secouent l'Ukraine prennent une importance particulière, et ne peuvent que détériorer gravement les relations entre l'Ouest et la Russie.

En novembre 2013, un député ukrainien du nom d'Oleg Tsarev, lors d'un discours à la Rada ukrainienne (l'assemblée nationale locale) dénonce clairement l'implication directe de l'Amérique dans la préparation d'un coup d'État et le déclenchement d'une guerre civile en Ukraine.

Selon lui, ce ne sera pas une révolution de couleur « pacifique » comme en 2004, mais bel et bien une opération sanglante visant à

faire de l'Ukraine une zone d'affrontement entre la Russie et l'Ouest dominé par l'Otan. Oleg Tsarev sera après ce discours brutalement agressé pendant que sa tête et celle de ses proches seront mises à prix par l'un des oligarques qui ont émergé après les événements du Maïdan de Kiev [1].

18 mois plus tard on ne pourra que constater la justesse des propos d'Oleg Tsarev alors que l'Ukraine plonge dans une guerre civile dont on se demande bien comment elle se terminera, et alors qu'Otan et Russie s'y affrontent de nouveau en sous-main et de façon indirecte, comme ils l'ont fait en 2008 en Géorgie, mais d'une manière beaucoup plus radicale cette fois-ci.

Sur ce point on peut clairement réaliser que les élites russes ne se sont pas trompées : l'accord d'association de l'UE à l'Ukraine visait bien à accélérer l'intégration de l'Ukraine à l'Otan pour permettre à la coalition d'achever la réalisation d'un axe Berlin-Varsovie-Kiev, nouvelle colonne vertébrale de l'Alliance au sein du continent.

Les Occidentaux ont beaucoup de mal à percevoir que le printemps russe de 2014 en Crimée est un miroir du printemps allemand lors de la réunification. Les manifestants qui ont traversé le Mur les 9 et 10 novembre 1989 n'étaient sans doute pas si différents de ceux qui ont chanté à Sébastopol le 18 mars 2014 lors du retour de la Crimée au sein de la Fédération de Russie. Comme en Allemagne, il y avait bien sûr l'espoir d'un avenir meilleur, mais aussi et surtout le retour au sein de la patrie historique.

À la pression militaire déclenchée par l'ingérence occidentale en Ukraine s'est ajoutée une guerre économique visant à étouffer la Russie financièrement et économiquement, en profitant de la baisse du pétrole ou par l'escalade malsaine des sanctions. Ce n'est pas une surprise, la Russie opère donc en retour de grandes manœuvres de ré-réorientation économiques et stratégiques qui l'éloignent encore plus d'une Europe de l'Ouest toujours plus dominée par l'Otan.

Un divorce total est donc en train d'émerger, qui risque de replonger le monde dans une quasi Guerre froide et de scinder à nouveau l'hémisphère nord en deux blocs. Cette fois-ci le Mur ne serait pas au cœur de l'Allemagne, mais vraisemblablement

quelque part en Ukraine.

Alexandre Latsa

Source
Sputnik

[1] « Ukraine : Ihor Kolomoïsky propose 1 million de dollars pour assassiner Oleg Tsarev », *Réseau Voltaire*, 16 mai 2014.

Source : « La politique US en Ukraine va-t-elle entraîner une nouvelle Guerre froide ? », par Alexandre Latsa, Sputnik, *Réseau Voltaire*, 3 février 2015, www.voltairenet.org/article186650.html